

FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

**APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°
023 /AONO/FEICOM/CIPM/2024 DU 26 AUG 2024
EN VUE DE LA POURSUITE DE L'ACCOMPAGNEMENT DE LA MISE EN PLACE DE LA
COMPTABILITE PATRIMONIALE DES EXERCICES 2018-2022**

1. OBJET DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

L'évolution réglementaire tant au niveau national que sous régional pour ce qui est des outils et méthodes de présentation des comptes et procédures de comptabilité générale invite les entités étatiques et leurs démembrements à migrer progressivement vers les outils et méthodes de comptabilité privée conformément aux directives CEMAC, à la loi portant régime financier de l'Etat, au règlement général de la comptabilité, au Cadre Budgétaire et Comptable des EPA et des recommandations du rapport d'audit du FEICOM de mai 2005.

A cet effet, le Directeur Général du Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM) lance un Dossier d'Appel d'Offres National Ouvert pour l'évaluation du Patrimoine du FEICOM et le retraitement des pièces comptables pour le compte des exercices budgétaires 2018, 2019, 2020, 2021 et 2022.

2. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

La consistance des présentes prestations comporte trois (03) volets :

a) Evaluation du Patrimoine

Elle consiste à évaluer :

- les bâtiments du FEICOM aux fins d'obtenir les valeurs comptables pour les exercices concernés et leurs valeurs actuelles ;
- le parc d'automobile du FEICOM aux fins d'obtenir les valeurs comptables pour les exercices concernés et leurs valeurs actuelles ;
- les terrains du FEICOM aux fins d'obtenir les valeurs comptables pour les exercices concernés et leurs valeurs actuelles ;
- le parc informatique aux fins d'obtenir les valeurs comptables pour les exercices concernés et leurs valeurs actuelles ;
- les mobiliers de bureau du FEICOM aux fins d'obtenir les valeurs comptables pour les exercices concernés et leurs valeurs actuelles ;
- les stocks du FEICOM aux fins d'obtenir les valeurs comptables pour les exercices concernés et leurs valeurs actuelles ;
- les immobilisations et les dotations correspondant à chaque exercice.

b) Retraitement des pièces comptables

Il consiste en :

- La vérification de l'existence des pièces comptables pour chacun des exercices (2018, 2019, 2020, 2021 et 2022) dans son ensemble ;

- L'essai d'un test de vraisemblance et de cohérence entre les montants issus des masses bilancielle et du compte de gestion avec les différentes pièces comptables ;
 - La détermination et justification des écarts éventuels issus du test de cohérence du point 2 ;
 - La vérification des enregistrements comptables de chaque pièce comptable dans le système ;
 - Le recensement des opérations saisies dans les comptes non correspondants et leur régularisation ;
 - La présentation de la situation des comptes issus du point de 4 avant et après analyse de ces derniers ;
 - La production d'un rapport d'analyse qui résume l'ensemble des travaux effectués, assorti des recommandations subséquentes.
- c) **Validation des états financiers comptables des exercices 2018 à 2022**
Le Cabinet devra faire une analyse de conformité et de régularité des états financiers élaborés et valider les différents résultats

3. COÛT PRÉVISIONNEL

Le coût prévisionnel de la présente prestation à l'issue des études préalables est de quatre-vingt-quinze millions (95 000 000) francs CFA TTC

4. DÉLAI PREVISIONNEL D'EXECUTION

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour l'exécution des prestations objet du présent Appel d'Offres est de onze (11) mois une (1) semaine.

5. PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation au présent Appel d'offres est réservée, aux Cabinets d'expertise comptables et répondant aux critères de qualification indiqués dans le Dossier d'Appel d'Offres.

6. FINANCEMENT

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le budget du Fonds Spécial d'Equipeement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM), Exercices 2024 et suivant. Imputation budgétaire : 61-20-50, Honoraires versés.

7. MODE DE SOUMISSION

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est l'un des deux modes de soumission ci-après : en ligne ou hors ligne.

8. CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans les domaines des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 13 du DAO dont le montant s'élève à un million neuf cent mille (1 900 000) francs CFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission délivré par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Un cautionnement de soumission produit mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. Le cautionnement de soumission présenté par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Par ailleurs, ce cautionnement doit être accompagné d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse Des Dépôts et Consignations (CDEC), doit être timbré. En cas de chèque –banque ou certifié délivré en lieu et place du cautionnement, ledit chèque doit être transmis à la CDEC par l'établissement financier émetteur au moins sept (07) jours ouvrables avant l'ouverture des plis.

9. CONSULTATION DU DOSSIER

Le Dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables au Service des Marchés et Approvisionnements, sis à l'ancien siège du FEICOM 381, Rue 4.561 MIMBOMAN YDE 4^{ème}, téléphone 222 23 51 64 à Yaoundé (Mimboman), BP 718 FEICOM poste 217, porte 11 ; Fax 222 23 17 59, dès publication du présent Avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

10. ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue au Service des Marchés et Approvisionnements, sis à l'ancien siège du FEICOM 381, Rue 4.561 MIMBOMAN YDE 4^{ème}, téléphone 222 23 51 64 à Yaoundé (Mimboman), BP 718 FEICOM poste 217, porte 11 ; Fax 222 23 17 59, dès publication du présent Avis, moyennant paiement d'un montant non remboursable des frais d'acquisition du DAO de cent mille (100 000) francs CFA payable dans le Compte spécial CAS- ARMP ouvert dans les livres de la BICEC.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

11. REMISE DES OFFRES

Chaque Offre rédigée en français ou en anglais.

- Pour la soumission hors ligne, l'offre en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies, devra parvenir sous pli fermé et scellé au Service des Marchés et Approvisionnements, sis à l'ancien siège du FEICOM, à Mimboman, BP 718 Yaoundé, FEICOM, Rue 4.565, Mimboman YDE 4^{ème}, Téléphone 222 23 51 64; Poste 217; Porte 11; Fax 222 23 17 59 au plus tard le 24 SEP 2024 à 12 heures précises et devra porter la mention suivante :

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°

023/AONO/FEICOM/CIPM/2024 DU 26 AUG 2024

EN VUE DE LA POURSUITE DE L'ACCOMPAGNEMENT DE LA MISE EN PLACE DE LA COMPTABILITE PATRIMONIALE DES EXERCICES 2018-2022

"A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement"

- Pour la soumission en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS ou toute autre moyen de communication électronique officiel à préciser par le maître d'ouvrage au plus tard le 24 SEP 2024 à 12 heures précises. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

NB : les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

12. RECEVABILITE DES OFFRES

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage et la Commission de Passation des Marchés compétente :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en

copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Un cautionnement de soumission produit mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. Le cautionnement de soumission présenté par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Il y a lieu de relever qu'en plus du nombre d'exemplaires de l'offre financière requis, le soumissionnaire est tenu de présenter un exemplaire de cette offre financière, dans une enveloppe scellée pour servir d'offre témoin marquée comme telle, et destinée à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette offre témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de Passation des Marchés.

13. OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des plis se fait en deux temps,

L'ouverture des pièces administrative et offres techniques aura lieu le ~~24 SEP 2024~~ **24 SEP 2024** à 13 heures précises dans la salle de réunions de la Commission Interne de Passation des Marchés sise à l'ancien siège du FEICOM.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative de 80% seront ouvertes par la même Commission et dans la même salle, à une date ultérieure après publication des résultats de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprise.

L'ouverture des Offres financières se fera dans la salle de réunions de la Commission Interne de Passation des Marchés.

14. CRITÈRES D'ÉVALUATION

14. 1 Critères éliminatoires

1. L'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis conformément à la Circulaire n° 00001/MINMAP/CAB du 25 avril 2022 relative à l'application du Code des Marchés Publics, ainsi que la Lettre-Circulaire n°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024, relative aux modalités de constitution, de consignation, de restitution et de déconsignation des cautions sur les marchés publics ;
2. La non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission);
3. Les fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
4. La note technique inférieure à 80 points sur 100 ;
5. L'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
6. Le-non-respect du format de fichier des offres pour les soumissions en lignes ;
7. L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
8. L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
9. L'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
10. L'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
11. L'absence d'inscription à l'ONECCA et dans un ordre européen ou anglo-saxon des Experts Comptables du promoteur du Cabinet ;

12. L'absence des TDR et CCAP paraphés à chaque page et signés à la dernière page précédée de la mention « lu et approuvé » avec tampon, nom et qualité du signataire ;
13. La présence d'informations financières dans l'offre technique ;
14. La non-conformité du mode de soumission ;
15. L'absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
16. Le non-respect du profil de chef de mission.

14.2. Critères essentiels

1. La présentation générale de l'Offre ;
2. La compréhension de la mission ;
3. Les observations et suggestions sur les TDR;
4. La Méthodologie proposée en adéquation avec les TDR ;
5. Les qualification et compétences du personnel clé à l'exception du Chef de mission
6. ;
7. L'expérience du Cabinet dans les missions similaires ;
8. La capacité financière égale ou supérieure au montant prévisionnel ;
9. Les moyens logistiques.

Les Offres techniques seront évaluées sur cent (100) points sur la base des critères et sous critères définis dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

Toute soumission n'ayant pas obtenu au moins 80 points sur 100 ne verra pas son Offre financière examinée.

15. ATTRIBUTION

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante par combinaison des critères techniques et financiers.

16. DURÉE DE VALIDITÉ DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des Offres.

17. ASSISTANCE TECHNIQUE

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème technique ou lié à l'utilisation de la plateforme, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

18. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès du Service des Marchés et Approvisionnements du FEICOM sis à l'ancien siège du FEICOM ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

Tél : (237) 22 23 51 64, Poste 217 ; Porte 11
BP : 718 YAOUNDE, Rue 4.565, Mimboman YDE 4ème
Fax : (237) 22 23 17 59.

19. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MAUVAISES PRATIQUES

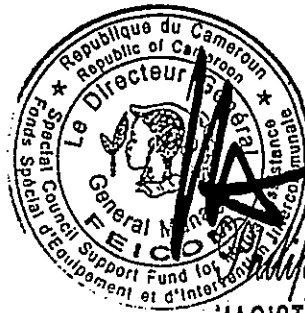
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics(MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro.....

Fait à Yaoundé, le 26 AUG 2024

Copies :

- ✓ MINMAP ATCR ;
- ✓ ARMP pour insertion au JDM ;
- ✓ Président/CIPM ;
- ✓ Affichage ;
- ✓ Chrono/archives.

LE DIRECTEUR GENERAL,
Maître d'Ouvrage



Philippe Camille Akoa
MAGISTRAT HORS-HIERARCHIE



SPECIAL COUNCIL SUPPORT FUND FOR MUTUAL ASSISTANCE

INTERNAL TENDERS BOARD

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE
N° 03/AONO/FEICOM/CIPM/2024 OF 26 AUG 2024
FOR THE RECRUITMENT OF AN ACCOUNTING FIRM ABLE TO PROVIDE SUPPORT IN SETTING
UP AN ASSET ACCOUNTING SYSTEM AT THE FEICOM (2018-2022)**

1. SUBJECT OF THE CALL FOR TENDER

The regulatory evolution, both at the national and sub-regional levels with regard to the tools and methods of presentation of accounts and general accounting procedures, invites state entities and their branches to gradually migrate to private accounting tools and methods in accordance with the CEMAC directives, the law on the financial regime of the state, the general accounting regulations, the budgetary and accounting framework of the EPAs and the recommendations of the FEICOM audit report of may 2005.

There for the General Manager of the Special Council Support Fund for Mutual Assistance (FEICOM), hereby launches according", under the 2024 and follow years, a Consultation Invitation to tender for the recruitment for an Accounting consultancy firm to assist FEICOM in the implementation of an asset accounting system for the years 2018, 2019, 2020, 2021 and 2022 of FEICOM.

2. NATURE OF THE SERVICES

This mission will be provided in the three stages described below, and detailed as follows:

Phase 1: Evaluation of assets for fiscal years 2018-2022

The firm will:

- 1 Evaluation of buildings: Evaluate FEICOM'S buildings in order to obtain book values for the years concerned and their current values (confirmation of existing data already processed);
- 2.Evaluation of vehicle fleet: evaluate FEICOM's automobiles in order to obtain book values for the years concerned and current values;
3. Land Evaluation: evaluate FEICOM's land holdings in order to obtain book values for the years concerned and current values (confirmation of existing data already processed);
4. Evaluation of computer equipment: evaluate FEICOM's computer equipment in order to obtain book values for the years concerned and current values;
5. Evaluation of office furniture: evaluate FEICOM's furniture in order to obtain book values for the years concerned and current values;
6. Determination of depreciation on revalued fixed assets and the corresponding allocations for each year;

7. Inventory evaluation: evaluate FEICOM inventories to obtain book values for the years concerned.

Phase 2: Restate the accounting records for the years 2018-2022:

The firm shall perform the following procedures:

1. Verification of the existence of accounting records for each of the years '2018-2022 as a whole;
2. Attempt a plausibility and consistency test between the amounts in the balance sheet , management account and administrative account and the various accounting documents;
3. Determination and justification of any discrepancies resulting from the consistency test in point 2;
4. Verification of accounting entries for each accounting document in the system;
5. Validation of accounting conformity of operations entered;
6. Preparation of recommendations for any necessary adjustments.

Phase 3: Validation of financial statements for 2018-2022:

The firm will analyse the conformity and regularity of the financial statements and validate the various results.

3. ESTIMATED COST

The estimated cost after preliminary studies is CFA F ninety-five million (95 000 000) Tl.

4. ESTIMATED EXECUTION TIMEFRAME

The maximum deadline provided for the project owner for the execution of the services covered by this invitation tender is eleven (11) months and one week with effect from the date of notification of the service order.

5. PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this call for tender is opened to FIRMS Consulting registered in the National Order of Chartered Accounts of Cameroon (ONECCA), under their numbers to provide support in setting up an asset accounting system at the FEICOM for 2018, 2019, 2020, 2021 and 2022 fiscal years.

6. FINANCING

The services subject of this Invitation to tender shall be funded by the budget of the Special Council Support Fund for Mutual Assistance (FEICOM), 2024 and subsequent fiscal years. Budgetary charges: 61-20-50, Fees paid.

7. SUBMISSION METHOD

The submission method chosen for this consultation is one of the two methods below : on line or out line.

However, when both possibilities are open, the bidder cannot use both the online and offline methods at the same time

8. BID BOND

Each bidder shall include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond issued by a first-rate banking institution authorised to issue bonds for public contracts, approved by the Ministry in charge of Finance and whose list is found in document 13 of the Tender File, of an amount of a submission guarantee amounting CFA F one million nine hundred thousand francs (1, 900 000), issued by CFA francs all taxes inclusive, paid by hand by a banker issuer, of the contract and valid up to thirty (30) days

beyond the date of validity of bids. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall *not be accepted*.

The bond must be stamped and accompanied by a consignment's receipt issued by CDEC. In the case of a bank check or certified check, produce instead for a bond, said check must be transmitted to CDEC by the financial institution within at least seven working days before the tender opening date. His absence entail immediate rejection of the bid.

9. CONSULTATION OF THE TENDER DOCUMENT

The hard copy of the file may be consulted free of charge at the services of the PO/DPO during working hours during working hours Contracts and Supplies Service, located in FEICOM Head Office in Yaoundé (Mimboman), P. O. Box 718 Yaounde, FEICOM 381, Street 4.565, Mimboman YDE IV, Telephone 222 23 51 64; Extension 217; Room 11; Fax 22 23 17 59, upon the publication of this notice. The soft copy can equally be consulted on COLEPS' platforms <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> at the ARMP website (www.armac.cm).

10 ACQUISITION OF THE TENDER FILE

The hard copy of the file may be obtained from (Contracts and Supplies Service) located in Mimboman, P.O.Box 718 Yaounde, FEICOM, Street 4.565, Mimboman YDE IV, Telephone 222 23 51 64; Extension 217 ; Room place of withdrawal as soon as this notice is published against of the payment of a non-refundable sum of one hundred thousand (100 000) CFA francs for TF purchase fees payable at BICEC Agencies in the CAS-ARMP Special Account for other Project Owner.

It is also possible to obtain the electronic version of the file by downloading it free of charge from the addresses indicated above for electronic version. However, hard copy as well as electronic submission shall be conditional on the payment of TF purchase fees.

11. SUBMISSION OF BIDS

Each tender, drafted in English or French

If the submission is done offline, the administrative offer shall be produced in English or in French in seven (07) copies including one (01) original and six (06) copies, shall reach in closed enveloppe (Contracts and Supplies Service) located in Mimboman, P.O.Box 718 Yaounde, FEICOM, Street 4.565, Mimboman YDE IV, Telephone 222 23 51 64; Extension 217 ; Room 11 ; Fax 22 23 17 59 latest on 24 SEP 2024 at 12:00 p.m. prompt and must be marked as follows :

OPENED NATIONAL TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE N° 023/AONO/FEICOM/CIPM/2024
OF..... 25 AUG 2024 ACCORDING TO THE
FOR THE RECRUITMENT OF AN ACCOUNTING FIRM ABLE TO PROVIDE SUPPORT IN SETTING
UP AN ASSET ACCOUNTING SYSTEM AT THE FEICOM (2018-2022)

"To be opened only during the opening session "

« To be opened only during the tender opening session »

If the submission is done electronically, the offer shall be transmitted, by the bidder on COLEPS platform or any other electronic communication means indicated by the project owner no later than 12 o'clock, the 24 SEP 2024. A backup copy of the tender recorded on a USB key or CD/DVD must be sent

in a sealed envelope clearly and legibly marked "backup copy", in addition to the above mention, within deadlines.

NB: For online submission, the maximum sizes of documents making up the bidder's offer and that shall be awarded to the platform are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for textual documents.
- JPEG for images.

The candidate will make sure to use compression software to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

12. ADMISSIBILITY OF BIDS

Administrative documents and technical and financial bids must be submitted in different and separate sealed envelopes.

The following shall be inadmissible by the Project Owner:

- Bids revealing the identity of the bidder;
- Bids received after the date and time for submission;
- Bids with indication on the identity of the invitation to tender;
- Bids non-compliant with the bidding method.
- Failure to produce the number of copies specified in the Special Regulations or offer only in copies

Any incomplete offer in accordance with the requirements of the tender documents shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a first-rate body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with the model documents in the tender documents shall result in the outright rejection of the tender without any appeal. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered to be absent. A bid bond submitted by a tenderer during the tender opening session is inadmissible.

In addition to the number of copies of the financial bid required, the tenderer shall submit one copy of this financial bid in a sealed envelope to serve as a sample offer, marked as such and intended for the ARMP for safekeeping. Failure to submit this sample bid will result in the inadmissibility of the bid of the candidate concerned, as soon as the bids are opened by the Tenders Board.

13. OPENING OF BIDS

Bids shall be opened in two phases

The opening of the administrative documents and technical offers shall take place on **24 SEP 2024** at 13 heures Project Owner's Tenders Board in FEICOM's former Head Office located at Mimboman.

Only the financial offers of the tenderers that obtained a qualified technical score of 80 over 100 points shall be opened at by the same Tenders Board and in the same room on a date to be announced later after the publication of the technical evaluation results

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorised person of their choice, even in the case of a group of enterprises.

Under pain of rejection, the documents required in the administrative file must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the Special Regulations. They must be less than three (3) months old from the original date of submission of tenders or have been drawn up after the date of signature of the tender notice.

14. EVALUATION CRITERIA

14.1 Eliminatory criteria

1. Incomplete or non-compliance administrative file 48 hours after opening of bids;
2. False declaration or forged document;
3. Absence of submission guarantee according to the circular letter n°00001/MINMAP/CAB of the 25 april 2022 related to the application of public contracts Code and the circular letter n°000019/LC/MINMAP of the 5th june 2024 related to the modalities of constitution, deposits, restitution and deconsignment of public contracts bid bonds ;
4. Technical rate inferior to 80/100 points ;
5. The absence of a sworn statement of non-abandonment of contract during the last three years;
6. Non-compliance with the offer file format;
7. Absence on the price list of a quantified unit price;
8. Absence of an element of financial proposal (the submission, UPS, QE);
9. Absence of the Integrity charter dated and signed;
10. Absence of the Commitment statement to comply with social and environmental clauses, duly filled and signe
11. Absence of attestation of registration in ONECCA and in an European order and/or anglosaxon order of Chartered Accountants of the promoter and the other accountant;
12. Absence of ToR and CCAP initialled at each page and signed in the last page, quality and the name of the signatory preceded by the mention "read and approved";
13. Presence of financial information in the technical bid;
14. Non-compliance of the submission mode ;
15. Absence of the backup copy in the event of a malfunction of the COLEPS platform.
16. Non-compliance of the Head mission's qualifications.

14.2. Essential criteria

1. General presentation of the bid;
2. Comprehension of the mission ;
3. Observations and suggestions on the TdR ;
4. Methodology of the execution of services;
5. Qualification and skills of the key staff of the mission except the head of mission;
6. Experience of Firm in similar missions;
7. Financial capacity equal or superior to the estimated cost ;
8. Logistic Facilities.

Technical bids shall be evaluated one hundred (100) points on the bases of the criteria defined in the Special Regulation of the Tender Document (RPAO).

The detailed evaluation grid (criteria and sub-criteria) for each lot, shall be inserted in the Tender Document.

Any submission not having obtained at least 80 points on 100 shall not have its financial bid examined.

15.CONTRACT AWARD

The Contracting Authority shall award the contract to the bidder presenting the bid evaluated the lowest bid and fulfilling the required financial, technical and administrative capacities resulting from the criteria said to be essential and eliminatory.

16. DURATION OF VALIDITY OF BIDS

Bidders shall remain committed by their bids for ninety (90) days with effect from the deadline set for the submission of bids.

17. TECHNICAL SUPPORT

To obtain a technical support if there's any technical problem link to the platform, please just call these phone numbers (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or write to this email contact dsi@minmap.cm.

18.. FURTHER INFORMATION.

Further information of technical nature may be obtained during working hours from the Mobilization of Financial Resources, Accounting and Assets Management Department (Contracts and Supplies Service) of FEICOM:

Tel : (237) 222 23 51 64, Extension 217 ; Room 11 ;
P.O.Box :718 YAOUNDE, Street 4565, Mimboman YDE IV
Fax : (237) 222 23 17 59.

19. FIGHTING CORRUPTION AND MALPRACTICES

To report corrupt practices, facts or acts, please call NACC on or send an SMS to 1517, or the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237673 20 57 25 et 699 37 07 48, or the ARMP on (+237) or the PO/DPO on

Done at Yaounde, the 26 AUG 2024

Cc :

- ✓ MINMAP for report ;
- ✓ ARMP for insertion in the JOC;
- ✓ Président/CIPM ;
- ✓ Affichage ;
- ✓ Chrono/archives.

THE GENERAL MANAGER,
Contracting Authority



Philippe Camille Akoa
MAGISTRAT HORS-HIERARCHIE